



Ministère de la Justice. Service de recherches des crimes de guerre (1940-1954) ; contentieux (1943-1965) ; divers (1948-1976) ; Cabinet (1941, 1949-1953, 1967-1968) ; direction des Affaires criminelles et des grâces, (1938-1944) ; direction des Affaires civiles et du Sceau (1944-1955, 1967) ; procès Barbie et Touvier (1987-1994) (1940-

Répertoire numérique détaillé (BB/30/1785-BB/30/1890)

Par P. Cézard et J. Mady

Archives nationales (France)
Pierrefitte-sur-Seine
1966, revu et augmenté en 2015

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_004883

Cet instrument de recherche a été encodé par l'entreprise diadeis dans le cadre du chantier de dématérialisation des instruments de recherche des Archives Nationales sur la base d'une DTD conforme à la DTD EAD (encoded archival description) et créée par le service de dématérialisation des instruments de recherche des Archives Nationales

INTRODUCTION

Référence

BB/30/1785-BB/30/1890

Niveau de description

fonds

Intitulé

Ministère de la Justice. Service de recherches des crimes de guerre (1940-1954) ; contentieux (1943-1965) ; divers (1948-1976) ; Cabinet (1941, 1949-1953) ; direction des Affaires criminelles et des grâces, (1938-1944) ; direction des Affaires civiles et du Sceau (1944-1955, 1967)

Intitulé

Ministère de la Justice. Service de recherches des crimes de guerre (1940-1954) ; contentieux (1943-1965) ; divers (1948-1976) ; Cabinet (1941, 1949-1953) ; direction des Affaires criminelles et des grâces, (1938-1944) ; direction des Affaires civiles et du Sc

Date(s) extrême(s)

1940-1976

Localisation physique

Pierrefitte

Répertoire numérique détaillé (BB/30/1785-BB/30/1890)

BB/30/1785-BB/30/1831

V. BB 30 1785 - 1831

Archives du Service de Recherches des Crimes de guerre (1941 - 1949)

Voir aussi BB 30 1890 (Listes et rapports sur les destructions ou violences commises)

Dès 1941, les gouvernements repliés à Londres se préoccupaient de la répression des crimes de guerre. Une déclaration interalliée 1 sur ce sujet fut signée à St-James le 13 janvier 1942, sur proposition précédemment présentée par M/ Dejean, et communiquée au Foreign Office le 6 octobre 1941. L'Angleterre ne s'associait pas à cette déclaration commune, M. Churchill ayant déjà exposé, le 15 octobre 1941, que le châtement des crimes de guerre devait être dorénavant un des principaux buts de la guerre. A la même époque le Président Roosevelt prononçait une condamnation morale des excès nazis, et le gouvernement de l'U.R.S.S. dénonçait les atrocités allemandes dans deux déclarations des 27 novembre 1941 et 6 janvier 1942. Toutefois, et malgré les démarches faites par les gouvernements repliés à Londres, ces déclarations ne furent pas suivies d'effets avant le 7 octobre 1942, date où Lord Simon proposa à la Chambre des Lords la création d'une Commission d'enquête chargée de recueillir la documentation sur les crimes de guerre, et de déterminer les responsables. L'institution de cette Commission, qui devait remplir une mission d'information sur les atrocités allemandes dans les pays occupés, fut immédiatement soutenue par le Président Roosevelt. Une note russe du 14 octobre 1942 approuvait la déclaration de St-James, et se montrait favorable aux mesures envisagées.

Une première difficulté dans le fonctionnement de cette Commission vint du fait que les alliés n'étaient pas d'accord sur l'application des mesures de répressions : certains gouvernements soutenaient que les tribunaux nationaux de chaque pays devaient être compétents pour juger des crimes allemands ou de l'Axe, en appliquant le droit pénal de leur pays aux criminels que l'Allemagne devrait livrer. Les Anglais écartèrent le système comme prématuré, et les gouvernements américain et russe ne donnèrent pas leur accord.

Une évolution se fit toutefois sentir dans l'opinion du gouvernement de l'U.R.S.S. au cours de l'année 1943, et la déclaration de Moscou, du 1er novembre 1943, se rapprochait des opinions précédemment exprimées, à savoir que les crimes de guerre commis dans un pays donné relevaient des tribunaux criminels de ce pays ; ceux "qui ne sont pas localisés géographiquement" seraient jugés par décision conjointe des gouvernements alliés.

Dans une réunion diplomatique interalliée tenue le 20 octobre 1943 au Foreign Office pour installer la Commission d'enquête sur les crimes de guerre, le président, au nom du gouvernement anglais, proposait que le soin de statuer sur la question des répressions fût laissé à la Commission : celle-ci cependant, à la fin de novembre 1943, n'avait encore tenu que sa première séance officielle. La 2ème séance plénière eut lieu le 2 décembre 1943 ; le représentant des Etats-Unis y participait pour la première fois.

Les objectifs que se donna la Commission internationale (U.N.W.C.C.) siégeant à Londres, furent les suivants : établir la liste des individus responsables de crimes de guerre, et, à cette fin, examiner les dossiers qui lui seraient envoyés par chaque nation intéressée ; conseiller les gouvernements sur les aspects juridiques et politiques de la répression, ainsi que sur les moyens de l'appliquer. Ce qui l'amena à proposer, en septembre 1944, le projet de création d'une Cour pénale internationale 2 à laquelle appartiendrait le jugement des crimes de guerre dont ne pourraient connaître les seuls tribunaux nationaux.

Le délégué français à la Commission des nations unies était le professeur Cassin, suppléé par le professeur Gros. Deux services restreints étaient joints à la "mission du professeur Cassin", que le Commissariat à la Justice considérait comme une mission civile dépendant de son département : un service d'étude des questions juridiques relatives aux Crimes de guerre, dirigé par Manfred Simon, et un service des recherches et des dossiers de criminels de guerre confié au capitaine Fernand Maloy. La délégation française et ses services annexes étaient en relations directes avec le Commissariat aux Affaires Etrangères et le Commissariat à la Justice d'Alger par l'entremise des deux délégués à la Commission d'enquête. La liaison avec la Délégation de Londres du C.F.L.N. était assurée par le professeur Cassin.

Le 6 mars 1944 le professeur Cassin écrivait au Commissariat à la Justice : "Les témoignages les meilleurs et les plus nombreux sur les crimes de guerre peuvent être actuellement obtenus des évadés de France qui viennent en Afrique du Nord. C'est donc à Alger qu'il faut préparer les éléments de dossiers que, finalement, les services de Londres doivent établir et présenter. Dans ce domaine, les Services spéciaux doivent en supporter la charge essentielle sous votre haute direction et avec ma collaboration. J'ai écrit à M. Soustelle à ce sujet".

A Alger donc fut créée, par décret du 22 juin 1944, une Commission intercommissariale "chargée d'établir une liaison entre les différents commissariats intéressés aux problèmes de la criminalité de guerre, de préparer les textes destinés à assurer la prévention et la répression des crimes de guerre, et de coordonner les instructions adressées par les divers Commissariats à la délégation française auprès de la Commission d'enquêtes des Nations Unies sur les crimes de guerre". Cette Commission s'intitula "interministérielle" après la libération.

Dès l'établissement, à Paris, du G.P.R.F., le Garde des Sceaux se préoccupa d'organiser, au Ministère de la Justice, un Service central des crimes de guerre, chargé de faire les enquêtes nécessaires pour rassembler des preuves, identifier les coupables, et constituer les dossiers qui devaient être acheminés vers la Commission des nations unies à Londres ; il devait également assurer la liaison avec les autorités militaires alliées, les tribunaux militaires français, et les autorités civiles ; enfin il serait tenu de préparer la publication d'un Livre noir des crimes ennemis³. Créé à titre temporaire par l'ordonnance du 14 octobre 1944, le Service de recherche des crimes de guerre ennemis (S.R.C.G.E.) fut organisé par décret du 6 décembre 1944 : il comprenait une direction centrale, quinze chargés de mission, des délégués régionaux assistés de Comités, des organismes de recherches en pays étrangers et des officiers de liaison auprès des grandes unités alliées. Le Ministère de la Guerre devait mettre à la disposition du colonel Chauveau, directeur du nouvel organisme, le personnel et le matériel nécessaires. Une commission d'enquête intérieure (où siégeait notamment le président de la Commission interministérielle des crimes de guerre) vérifiait périodiquement les dossiers constitués par le service et décidait de la suite à leur donner, soit qu'ils fussent communiqués à la Commission interalliée de Londres où le professeur Gros demeurait seul délégué du gouvernement français, soit qu'on les transférât aux tribunaux militaires qui, en vertu de l'ordonnance du 28 août 1944, avaient compétence pour juger et condamner les criminels ennemis.

Une circulaire émanée du Cabinet du Garde des Sceaux et signée par les ministres de la Guerre, de l'Intérieur et de l'Information, en date du 29 janvier 1945, prescrivait à tous les services de renseignements civils, militaires et de la D.G.E.R., de tenir au courant de leurs recherches en matière de criminalité ennemie, le S.R.C.G.E. qui se chargeait de centraliser et de coordonner les informations reçues.

Or, il existait à la D.G.E.R., une section "Crimes de guerre" qui avait déjà commencé des prospections en France ; elle fut supprimée à partir du 1er décembre 1944, et remplacée par un "Organe de recherche des criminels de guerre en pays étrangers" (O.R.C.G.) qui fut chargé de collaborer avec le Service des Crimes de guerre pour les recherches et enquêtes nécessaires.

A mesure que s'étendait le champ d'activité du Service des crimes de guerre qui comptait jusqu'à 300 personnes, ses subdivisions se multipliaient. Au début d'août 1945, l'organisme central comprenait 4 sections : la direction proprement dite qui assurait les relations interalliées, les études et l'administration générale ; un bureau "dossiers et recherches", chargé des enquêtes, de la centralisation des dossiers, de l'expédition des documentations à Londres ; un Service d'Information, financé par le Ministère de l'Information, qui s'occupait des relations avec le public, et de la propagande ; et l'O.R.C.G., dont le personnel était recruté et administré par la D.G.E.R. Ainsi constitué, il était difficile que le service fonctionnât de façon efficace, d'autant que la Direction proprement dite siégeait 22, place Vendôme, que le service des "dossiers et recherches", était situé 50, avenue de Wagram, que la branche "Information" dépendait, avenue Hoche, du Ministère de l'Information, et que l'O.R.C.G. se trouvait rue de Villejust. En outre, chacune de ces divisions témoignant "d'un esprit d'indépendance vis à vis de l'autorité qui a la responsabilité du Service des Crimes de guerre", il était indispensable de grouper et de réorganiser l'ensemble.

L'O.R.C.G. fut rattaché au Ministère de la Justice, à l'exception de quelques bureaux, à partir du 1er septembre 1945 ; la Direction générale et le Service des dossiers et recherches s'installèrent, le même mois, rue de Villejust. La Direction comprit alors deux sections une section administrative (secrétariat, liaison, courrier, réception, personnel et matériel) ; une section d'études (archives et fichiers, étude des dossiers par les chargés de mission, refonte des fichiers de l'O.R.C.G., et du Service des "dossiers et recherches").

Les délégations régionales continuèrent leurs travaux pendant un an encore ; le décret du 31 octobre 1946 les supprima, leurs fonctions étant dévolues, à partir de cette date, aux Services régionaux de la police judiciaire. La Direction centrale fut elle-même considérablement réduite : à partir du mois d'avril 1947, le personnel du S.R.C.G.E. se bornait à 45 personnes.

Après l'occupation de l'Allemagne, les enquêtes entreprises par le Gouvernement français s'étaient poursuivies sur le territoire de l'ex-Reich. La mission de l'O.R.C.G. qui en fut chargée dût être dessaisie de ses fonctions au mois d'août 1945, et le personnel qui la composait, rattaché, avec l'ensemble de l'O.R.C.G., au Service de Recherche des criminels de guerre, fut mis par ce dernier, en fin de septembre 1945, à la disposition du Conseiller Furby, Directeur général, de la Justice française à Baden-Baden. Celui-ci relevait du Ministère de la Justice et faisait fonction de délégué en Allemagne pour la recherche des crimes de guerre ennemis. Il transforma l'O.R.C.G. en Bureau d'enquêtes et de recherches des Crimes de guerre (B.E.R.C.G.), bientôt fondu dans les services de la Sûreté de Baden-Baden (R.C.G.). Différentes missions de recherches fonctionnaient en zones britannique, américaine, et dans le Secteur de Berlin.

Parallèlement à ce qui se passait dans la zone française d'occupation en Allemagne, le Général Commandant en Chef français en Autriche, fit, à partir du 24 septembre 1945, mettre à la disposition du Colonel de St-Véran, Directeur général de la Justice, délégué pour la recherche des crimes de guerre dans la zone d'occupation française, le personnel de l'O.R.C.G. jusqu'alors rattaché à la Direction des Recherches en Autriche (D.R.A.). Ce personnel, ayant refusé de faire partie de la nouvelle organisation, fut licencié, et le Service de recherches fonctionna avec des éléments prélevés sur la Direction générale de la Justice. Les renseignements recueillis par le Service étaient envoyés au Directeur général, à Innsbruck.

Les recherches de criminels de guerre en Italie avaient été commencées par une mission de l'O.R.C.G., dépendant de la D.G.E.R., mission qui s'était, par ailleurs, livrée à des agissements repréhensibles. Lorsque l'O.R.C.G. fut intégré au Ministère de la Justice, la mission d'Italie fut dissoute, et le personnel reversé dans les services de la D.G.E.R. d'Autriche. En novembre 1945, le Garde des Sceaux envoya un des membres de la Direction de la Justice française en Allemagne, provisoirement détaché au S.R.C.G.E., pour préparer l'envoi d'une mission de recherche des crimes de guerre, comprenant deux officiers, et rattachée directement au Quartier général des forces alliées (A.F.H.Q.). Cette mission, agréée, gagna Caserte, siège du quartier général allié, le 1er février 1946, mais, faute de crédits, fut supprimée dès la fin de mars 1946. Les dossiers réunis par elle furent laissés à l'officier de liaison de l'Etat-Major général français auprès de l'A.F.H.Q., et la correspondance du S.R.C.G.E. au sujet des criminels de guerre italiens, passa désormais par la mission française de liaison, ou le Ministère des Affaires Etrangères.

En ce qui concerne l'Extrême-Orient, le Garde des Sceaux s'était préoccupé, dès avril 1945, d'organiser un service de recherche des crimes de guerre qui aurait fonctionné en liaison avec le Ministère des Colonies et dont la structure aurait été calquée sur celle qui existait en France. Le Directeur du S.R.C.G.E. étant d'avis que le service qu'il dirigeait, tributaire en partie de la Commission internationale, n'avait de compétence qu'en Occident, chercha à susciter la création d'un organisme spécial pour l'Extrême-Orient, en tentant quelques démarches auprès des Ministères des Colonies et des Affaires Etrangères, de la D.G.E.R., etc. Finalement, au début de l'année 1946, le Haut-Commissaire de la France en Indo-Chine, procéda, sur les instructions du Ministre des Colonies, à l'organisation d'un service de recherche des crimes de guerre en Indo-Chine. Le S.R.C.G.E. n'a donc jamais été compétent pour les enquêtes sur les crimes commis en Extrême-Orient.

Comme la France, chacune des nations alliées avait préparé des listes de criminels recherchés, et assurait la garde de prisonniers de guerre, d'internés, ou de suspects qui pouvaient être réclamés par d'autres pays comme criminels de guerre, ou comme témoins. La transmission et l'exploitation de ces énormes sources

de renseignements s'avéraient si complexes que le SHAEF entreprit de créer un centre général d'information, le "Central Registry of Wars Criminals and Security suspects" (CROWCASS), au cours de l'année 1945. Tous les renseignements concernant les personnes détenues ou recherchées, dont le CROWCASS pouvait également établir les listes, - se trouvaient réunis dans des registres 4 mis à la disposition des nations alliées. Il avait également pour attribution d'établir la statistique non seulement de tous les prisonniers de guerre allemands, mais de la totalité de l'armée allemande. Siégeant à l'origine 53, rue des Mathurins à Paris, et contrôlé par les Gouvernements des U.S.A., de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord et de France, le CROWCASS fut aubordonné, à partir de janvier 1946, au Conseil de contrôle de Berlin. Son fonctionnement devait être alors vérifié par une Commission permanente, composée de 4 membres désignés par chacun des quatre chefs des divisions juridiques du Conseil de contrôle ; le financement du CROWCASS était supporté à part égale par les gouvernements des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord, d'U.R.S.S., et de France, qui avaient le droit d'imputer ces dépenses sur les frais de l'occupation en Allemagne.

Dès la fin d'avril 1946, les Américains entreprirent le transfert du CROWCASS à Berlin, opération qui devait être terminée au 1er juin 1946. A partir de cette époque, les attributions du CROWCASS furent réduites à l'enregistrement des criminels de guerre, des personnes détenues ou recherchées comme témoins, et à la publication des listes.

Dans sa séance du 29 octobre 1947, la Commission des Nations Unies pour les Crimes de guerre adopta la proposition formulée par son président, et tendant à fixer au 31 mars 1948 la clôture de ses travaux. Elle décida que le Comité n°1, chargé de procéder aux inscriptions de criminels de guerre, cesserait son activité à la fin de février. Les dossiers et archives de la Commission devaient être conservés à Londres pendant le temps que dureraient les travaux du Comité de publications juridiques (institué par la Commission pour publier le compte-rendu des procès de criminels de guerre), c'est-à-dire jusqu'à la fin de 1948. Ensuite ces archives devaient être remises aux Nations Unies. Parallèlement à la disparition de la Commission des Nations Unies, la clôture du CROWCASS fut prévue pour le 30 juin 1948, les archives en étant transférées, en zone française d'occupation.

A la même époque s'achevait la mission du S.R.C.G.E. dont la liquidation intervint à partir du 1er juillet 1948. Depuis le 10 juin précédent, ce qui demeurait du service avait été transféré de l'immeuble de la rue Paul Valéry (antérieurement rue de Villejust), dans quelques pièces vacantes au siège de la Cour de justice, 11 bis, rue Boissy d'Anglas. A une période indéterminée, la totalité ou une partie des dossiers du service liquidé fut transférée au Ministère de la Justice. Un premier fragment en parvint aux Archives nationales le 1er mars 1956, avec un versement du Service des Archives du Ministère, joint à des dossiers du Commissariat à la Justice d'Alger. Quelques papiers se trouvèrent mêlés à un envoi du 12 janvier 1959 comportant des liasses du Cabinet des Gardes des Sceaux. Enfin la partie la plus importante, soit 45 paquets, fut déposée aux Archives nationales le 21 mars 1961. L'ensemble de ces versements ne constitue pas la totalité des archives du S.R.C.G.E., mais permet de connaître l'organisation et l'activité du Service.

Organisme de coordination et de transmission des recherches en matière de criminalité ennemie, le S.R.C.G.E. avait pour mission de centraliser les enquêtes, de les compléter au besoin, et de les faire parvenir, le cas échéant, à la justice militaire en vue de poursuites. En même temps, il établissait un rapport sur chaque cas, et l'adressait à la Commission des Nations unies à Londres, aux fins d'inscription des individus et des groupements sur les listes A (criminels de guerre), W (témoins), S (suspects). Il procédait également aux recherches nécessaires pour découvrir les criminels détenus dans les camps de prisonniers de guerre en France, ou demeurant encore dans les zones d'occupation d'Allemagne et d'Autriche. Pour ces dernières recherches il se tenait en liaison avec le CROWCASS, auquel durent être adressées, à partir du 30 juillet 1945, toutes les demandes tendant à l'interrogatoire et à la livraison des P.G. allemands se trouvant aux mains des autorités alliées. C'est dire que l'essentiel des dossiers subsistant du service est constitué par des correspondances avec les organismes mentionnés ci-dessus, avec les délégations françaises en Allemagne et en Autriche, le SHAEF, les représentants français auprès du T.M.I. ou du Tribunal américain de Nuremberg, et, bien entendu, différents ministères français, particulièrement ceux des Affaires Etrangères, des Forces armées et des Anciens

Combattants.

En ce qui concerne les archives des 22 délégations régionales du S.R.C.G.E., celles qui, constituant des dossiers de criminels de guerre, n'avaient pas encore été transférées aux tribunaux militaires, furent remises aux services régionaux de la Police judiciaire, lors de la suppression des délégations régionales en octobre 1946. Les dossiers administratifs, regroupés à la Direction centrale, suivirent le sort des archives de l'ensemble du S.R.C.G.E. Ces papiers ne présentaient, dans leur ensemble, qu'un intérêt restreint, comportant principalement, avec des états de traitements, des dossiers de locaux, et quelques correspondances, des tableaux de matériel, des factures, des demandes de bons-matière ou d'essence, des autorisations diverses. N'ont été conservés que les documents relatifs au personnel, aux budgets et aux locaux des services, ainsi que les dossiers de correspondance.

Des travaux préliminaires à la rédaction du Livre Noir ne subsistent que quelques fragments de documentation et de correspondance. Aucune publication n'a jamais été entreprise, ni par le S.R.C.G.E., ni par le Comité du Livre Noir.

Tel qu'il subsiste, le fonds d'archives du S.R.C.G.E. apportera une utile contribution aux études sur la recherche des criminels de guerre pendant et après la guerre de 1939-1945, tant de la part de la France que du côté de ses alliés. Il porte témoignage des difficultés de coordination des efforts entre services français et étrangers, militaires et civils. Enfin la documentation, les rapports les comptes-rendus de sessions des Commissions internationales font apparaître les problèmes qui se sont posés aux alliés en matière de culpabilité ennemie, individuelle ou collective, et les prises de positions, différentes suivant les époques et les nations, en présence des questions de compétence législative et de juridiction, pour le châtiment des coupables.

J. Mady

1. Représentants des gouvernements belges, français, luxembourgeois, hollandais, grec, norvégien, polonais, tchécoslovaque, yougoslave.

2. Le Tribunal militaire international fut institué par accord du 8 août 1945.

3. Un décret en date du 30 septembre 1947 créa un Comité du Livre noir, chargé de fixer le plan de l'ouvrage, d'en préparer la rédaction et la publication. Ce Comité était placé sous la présidence du Vice-Président du Conseil d'Etat et comprenait un représentant de la Présidence du Conseil, les Directeurs de Cabinet du Ministre de la Justice, du S.R.C.G.E., de la Justice militaire, des représentants des différents ministères, des associations d'anciens combattants et de la Fédération nationale des déportés et internés.

4. Les registres étaient basés sur un système de fiches, perforées selon les renseignements consignés aux "Detention Reports", "Wanted reports" et "Kriegsgefangene formular". Des machines sélectionnaient tous les individus recherchés appartenant à une catégorie déterminée.

COMMISSARIAT A LA JUSTICE D'ALGER

BB/30/1785

Commissariat à la Justice d'Alger. - Commission intercommissariale des Crimes de guerre.

a) Notes, avertissements radiodiffusés, correspondance relatifs aux crimes de guerre et à leur répression ; septembre 1943 - septembre 1944.

b) Projet d'ordonnance sur la répression de la criminalité de guerre ennemie ; article du "Law Quarterly Review" sur le châtiment des criminels de guerre et l'ordre supérieur ; 1943-1945.

c) Rapports du professeur Cassin, délégué de la France à la Commission d'enquête des Nations Unies sur les crimes de guerre ; notes diverses sur les problèmes de répression ; mai - juin 1944.

d) Création de la Commission intercommissariale des Crimes de guerre : correspondance, projets de décret ; mai - juin 1944.

e) Comptes-rendus de la Commission intercommissariale des crimes de guerre ; 26 mai - 1er août 1944.

f) Mémoire et note sur un projet de convention pour la création d'une Cour pénale internationale ; mars 1944.

- g) Projets d'ordonnance sur la répression des crimes de guerre en tant qu'elle incombe à la justice française ; juin - août 1944.
- h) Correspondance du Commissaire à la Justice et du Garde des Sceaux au sujet de la répression des crimes de guerre en Tunisie et en Corse ; mai - septembre 1944.
- i) Rapports, études et correspondances sur les projets de convention d'armistice avec l'Allemagne (notamment en ce qui concerne la répression des crimes de guerre) ; septembre 1943 - septembre 1944.

SERVICE DE RECHERCHE DES CRIMES DE GUERRE ENNEMIS

BB/30/1786

Service de recherche des Crimes de guerre ennemis (S.R.C.G.E.)

- a) Généralités sur la recherche et la répression des crimes de guerre.
- b) Création et fonctionnement du Service de recherches des crimes de guerre ; correspondance intérieure, notes de service ; septembre 1944 - avril 1948.
Locaux (réquisitions, installations, réparations locatives), voitures ; décembre 1944 - décembre 1949.
- c) Délégations régionales du S.R.C.G.E. Généralités : traitements et indemnités des délégués régionaux ; budget de l'ensemble des délégations régionales, exercice 1945 ; rapports d'inspection des délégations régionales ; 1944-1946.
Liquidation des délégations régionales : affaires contentieuses relatives à des réquisitions de locaux ; 1947-1951.

BB/30/1787

- Correspondance du S.R.C.G.E. avec l'Organe de recherche des criminels de guerre ; octobre 1944-décembre 1945.
- Notes de service de l'O.R.C.G. ; avril - août 1945.
- Correspondance relative à l'intégration de l'O.R.C.G. au S.R.C.G.E. (personnel et divers) ; janvier 1945 - juin 1943.
- Correspondance du S.R.C.G.E. avec la Police judiciaire et la Sûreté nationale ; octobre 1944 - janvier 1948.
- Services régionaux de la P.J. : états concernant l'activité des services en matière de recherche des crimes de guerre ; 1947-1948.
- Correspondance du S.R.C.G.E. avec le Ministère de l'Information et notamment avec le Service d'information des crimes de guerre (propagande guerre ennemis) ; octobre 1944 - décembre 1946.
- Correspondance de la Section "Secrétariat, fichier, liaison" du S.R.C.G.E. (service Haderer) (recherche et identification des criminels de guerre) ; 1945-1947.

BB/30/1788

- Correspondance et notes pour la Commission interministérielle des Crimes de guerre ; ordres du jour et procès-verbaux de séances de la Commission ; documents transmis à la Commission par le S.R.C.G.E. ; septembre 1944 - septembre 1945.
- Rapport sur l'organisation de la recherche des crimes de guerre en Allemagne.
- Correspondance du S.R.C.G.E. avec la Direction générale de la Justice à Baden-Baden (recherche des crimes de guerre) et divers ; 1945-1948.
- Correspondance et rapports d'activité du chef de la mission de liaison pour la recherche des criminels de guerre, à Berlin ; correspondance avec le Chef de la Délégation française du Comité quadripartite d'étude de renseignements à Berlin ; juillet 1946 - juillet 1948.

BB/30/1789

Documentation de la Commission de Contrôle de Berlin transmis au S.R.C.G.E. par le Secrétariat puis Commissariat général pour les Affaires allemandes et autrichiennes (notes, décisions, projets de loi, procès-verbaux de réunions du Directoire juridique, directives, etc.) ; octobre 1945 - octobre 1946. Dossier relatif à l'amendement de la loi n°10 du 20 décembre 1945 émanant du Conseil de Contrôle allié (loi relative au "châtiment des personnes coupables de crimes de guerre, de crimes contre la paix, et de crimes contre l'humanité").

Documentation, (notes, rapports, projets, procès-verbaux de réunions) relative à l'application des directives 24 (dénazification dans les 4 zones d'occupation de l'Allemagne et dans les secteurs de Berlin), et 38 (arrestation et peines infligées aux criminels de guerre nazis et militaristes ; internement, contrôle, et surveillance des allemands susceptibles d'être dangereux) du Conseil de contrôle allié.

BB/30/1790

Correspondance du S.R.C.G.E. avec le Commissariat général pour les Affaires allemandes et autrichiennes ou, sous couvert de cet organisme, avec les Commandements en chef français en Allemagne et en Autriche ; février - octobre 1945.

Correspondance avec la Mission militaire pour les Affaires allemandes (M.M.A.A.) ; documentations diverses ; septembre 1944 - septembre 1945.

Textes émanés de la Commission alliée pour l'Autriche (Comité exécutif ou Conseil allié), et relatifs au contrôle allié en Autriche et à la répression des crimes de guerre ; ordonnances du Haut-Commissariat de la République française sur les crimes de guerre ; 1945-1948.

Correspondance du S.R.C.G.E., avec le Commissaire général aux Affaires allemandes et autrichiennes et la Direction générale de la Justice en Autriche (recherche, livraison, extradition des criminels de guerre) ; février 1946 - juillet 1948.

Note de la Direction générale de la Justice du Gouvernement militaire de la zone d'occupation française en Autriche sur le Service de recherche des crimes et criminels de guerre ennemis ; 5 septembre 1946.

Comptes-rendus d'activité du Service des crimes de guerre au Haut-Commissariat de la République française en Autriche (Comité exécutif, Vienne) ; juillet 1947 - juillet 1948.

Correspondance relative au recensement politique des prisonniers de guerre autrichiens avant leur libération, afin de maintenir en détention ceux qui auraient appartenu aux Waffen S.S. ; octobre 1946 - mai 1948.

BB/30/1791

Correspondance du S.R.C.G.E. relative à la recherche des criminels de guerre en Italie ; missions Chéron, Le Tallec et Weliachew ; décembre 1944 - août 1948.

Correspondance relative à la recherche des criminels de guerre en Extrême-Orient :

Comptes-rendus, transmis par le Ministère des

Affaires Etrangères, des séances de la Sous-commission des crimes de guerre à Tchongking ;

correspondance entre le Garde des Sceaux et le Ministre des Colonies sur l'organisation d'un service de recherche des Crimes de guerre en Extrême-Orient ; listes de criminels de guerre japonais transmises par le Ministère des Affaires Etrangères ; documentation sur l'Indo-Chine (provenant de la D.G.E.R.) ;

correspondance au sujet des criminels de guerre japonais ; approbation, par la Commission de l'Extrême-Orient, des instructions du gouvernement américain au général Mac-Arthur pour

l'appréhension, le jugement et le châtiment des criminels de guerre en Extrême-Orient ; transmission,

par le Ministre des Affaires Etrangères, d'un rapport du Consul général de France à Changhaï au sujet du procès des membres de l'organisation allemande Ehrhardt ; note succincte sur les crimes de guerre

japonais en Indochine, transmise par le Commissaire fédéral à la Justice à Saïgon ; rapports du

Procureur français près le Tribunal militaire international des crimes de guerre en Extrême-Orient,

transmis par le Ministère des Affaires Etrangères ; correspondance relative au réquisitoire définitif du T.M.I. ; documentation sur le T.M.I. d'Extrême Orient et le procès des criminels de guerre japonais ; correspondance relative à la préparation du jugement du T.M.I. ; décembre 1944 - septembre 1948. Correspondance du S.R.C.G.E. avec la Délégation de la France à la Commission des Nations Unies pour les crimes de guerre (United Nations War Crimes Commission, U.N.W.C.C.) ; 1943-1948.

BB/30/1792

Documentations reçues, par le S.R.C.G.E., de la Commission des Nations Unies pour les crimes de guerre (U.N.W.C.C.)

Résumés des procès-verbaux de séances du Comité I (Committee on Facts and Evidence) de l'U.N.W.C.C. et rapport statistique final ; mars 1945 - avril 1948.

Circulaires sur les arrestations ; septembre 1946- avril 1947.

Documentations diverses ; 1944-1948.

Correspondance relative à la création, au siège à Paris, au financement, au fonctionnement, au transfert à Berlin, et à la cessation des activités du CROWCASS ; correspondance relative à la recherche et au transfert des criminels ; novembre 1944 - juillet 1948. Formules pour l'établissement des fiches du CROWCASS.

BB/30/1793

Correspondance du S.R.C.G.E. avec les organismes suivants :

Supreme Headquarters allied expeditionary force (SHAEF), mission to France ;

Headquarters United States forces, european theater, mission to France ;

Délégation aux Relations interalliées du Ministère des Affaires étrangères ; comptes-rendus de réunions des délégués des Ministères auprès de la Délégation ; septembre 1944 - juillet 1945.

Correspondance relative à la documentation sur les crimes de guerre ou à la recherche et l'extradition des criminels ; cette correspondance (arrivée et départ) concerne les pays suivants : Belgique, Danemark, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Hollande, Hongrie, Luxembourg, Norvège, Pologne, Roumanie, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie, U.R.S.S. (deux lettres sur l'accord franco-soviétique de rapatriement), U.S.A., Yougoslavie, divers (notamment lettre sur le rapatriement des Alsaciens-Lorrains ayant fait partie des S.S. ou des S.A.) novembre 1944 - septembre 1948.

BB/30/1794

Correspondance du S.R.C.G.E. avec le Ministère des Affaires Etrangères ; documentation transmise par ce département ; quelques correspondances provenant de l'étranger ; novembre 1944 - novembre 1947.

Projet de loi sur la procédure d'extradition des criminels de guerre (notamment : cas des criminels de guerre italiens) ; avril 1946 - août 1947).

Correspondance avec le Ministère des Prisonniers, déportés et réfugiés, puis Ministère des Anciens Combattants ; novembre 1944 - janvier 1947.

Correspondance avec la Cour de Cassation ; jurisprudence en matière de crimes de guerre ; janvier 1946 - juin 1948.

Correspondance avec la Haute-Cour et les Cours de Justice ; novembre 1944 - juillet 1946.

Correspondance avec la Direction des Affaires criminelles et des grâces ; novembre 1944 - juin 1948.

Correspondance avec la Direction de la Justice militaire au Ministère des Forces armées, et avec des tribunaux militaires ; octobre 1944 - septembre 1948.

Situations des affaires de crimes de guerre (affaires en instance, jugées, etc.) ; avril 1947 - juillet 1948.

Correspondances diverses (arrivée-départ) ; octobre 1944 - mai 1948.

BB/30/1795

Correspondance relative aux prisonniers de guerre ayant appartenu à des organisations déclarées criminelles par le T.M.I. de Nuremberg : interprétation du statut du T.M.I., transfert éventuel en Allemagne des P.G. "SS et S.A." détenus en France, pour être jugés par le T.M.I. ; application à des prisonniers de guerre de nationalité non allemande de la sentence du T.M.I. ; propositions anglaises et américaines de faire juger les membres allemands des organisations criminelles par des tribunaux d'exception allemands et position française sur la question ; rapatriement, à titre exceptionnel, des P.G. "SS" grands mutilés ou grands malades ; identification par les tatouages des P.G. "SS" ; listes des organismes allemands dont les membres tombent sous le coup des arrestations automatiques ; libération des P.G. anciens membres des organisations criminelles (transmission des questionnaires remplis par des prisonniers rapatriables) ; extradition des ex-membres de la Gestapo ; transmissions de dossiers de P.G. "SS" ; dénazification P.G. ; décembre 1945 - juillet 1948.

Circulaires du Ministère des Forces Armées et du Ministère de la Justice relatives aux P.G. ayant appartenu à des organisations criminelles 1946-1948.

Correspondances diverses relatives aux conditions d'arrestation et d'incarcération des criminels de guerre, au transfert des P.G. accusés de crimes de guerre, aux autorisations d'interrogatoires, aux évasions, etc. ; index des prisons politiques et camps d'internement de France et des îles anglo-normandes utilisés avant le débarquement allié ; août 1944 - avril 1947.

Correspondance avec le Ministère de la Guerre (Direction générale des P.G. de l'Axe), au sujet des prisonniers de guerre allemands recherchés et poursuivis comme criminels de guerre, rappelés dans les dépôts pour y être soumis à des enquêtes judiciaires, ou libérables ; décembre 1944 - mai 1948.

Correspondances diverses relatives au rapatriement des inculpés libérés ; défense des criminels de guerre par des avocats allemands ; criminels de guerre en Sarre ; août 1945 - septembre 1948.

BB/30/1796

Rapports du S.R.C.G.E. avec le Tribunal militaire international et les Tribunaux américains de Nuremberg :

Correspondances du S.R.C.G.E. avec le Garde des Sceaux, le Ministère des Affaires Etrangères, le Commandant en Chef français en Allemagne, le Conseiller d'Ambassade représentant du Ministère des Affaires Etrangères à la Délégation française auprès du T.M.I. (Lalouette), le délégué du G.P.R.F. près le Ministère public (Champetier de Ribes), le délégué du Ministre de la Justice près le Chief of Counsel (Gerthoffer), le secrétaire général de la Délégation française (Boucly), le délégué militaire français au T.M.I. (Augustin), le délégué du Ministre de la Justice à Nuremberg (Bonnechose), le chef de la section française d'édition à Nuremberg (Lanoire), le Directeur général de la Justice à Baden-Baden, le Secrétariat d'Etat aux Affaires allemandes et autrichiennes, etc., sur des questions relatives aux activités du T.M.I. et des tribunaux militaires américains de Nuremberg ; 1944-1948.

Statistique des otages fusillés, dressée pour le T.M.I., grâce aux renseignements fournis par les délégués régionaux du S.R.C.G.E. (correspondance des délégués régionaux, et état récapitulatif) ; novembre - décembre 1945.

Copies de documents divers : traductions du mémorandum d'Hitler sur le plan de 4 ans, d'une lettre de Goebbels à Hitler, des déclarations de Ribbentrop sur l'entretien de Montoire ; incidents relatifs à la divulgation des pactes secrets germano-soviétiques ; 1946.

Projet d'une Commission internationale d'experts sur les problèmes soulevés par l'application de la sentence rendue par le Tribunal de Nuremberg ; correspondance relative aux conséquences d'une condamnation des organisations criminelles ; février 1946 - janvier 1947.

BB/30/1797

Rapports du S.R.C.G.E. avec les Tribunaux militaires américains de Nuremberg.

Correspondance, notes, rapports, transmissions de documents relatifs aux procès des médecins, des Ministères, du Haut-Commandement, des industriels, de l'I.G. Farben, de Krupp, de la germanisation (procès VIII) ; (en particulier, rapports du délégué du Ministère français des Affaires étrangères, et rapports hebdomadaires envoyés par l'observateur militaire auprès du Tribunal militaire américain) ; 1946-1948.

Enquête sur les agissements de hauts-fonctionnaires allemands en matière de recrutement forcé de la main-d'oeuvre en France (correspondance avec le Ministère du Travail, réponse de directeurs départementaux du Travail et de la main-d'oeuvre) ; mai - novembre 1947.

Dossier relatif au pillage des denrées agricoles établi par le Ministère français de l'Agriculture en vue du procès contre les hauts-fonctionnaires nazis et les dirigeants allemands du Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement (correspondance du S.R.C.G.E. avec le Ministère de l'Agriculture, liste de responsables allemands) ; janvier - juin 1947.

Correspondance entre le Directeur général de la Justice à Baden-Baden, le Directeur du S.R.C.G.E. et le délégué Gerthoffer, au sujet de la répression des actes de spoliation commis par les Allemands en France (joints : la copie d'un arrêt de la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Paris, et le texte d'une consultation du Professeur Donnedieu de Vabres) ; décembre 1946 - juillet 1947.

Enquête, effectuée à la demande des tribunaux militaires américains, sur le recrutement forcé des Alsaciens-Lorrains dans les Waffen SS. ; août 1947 - janvier 1948.

Correspondance du S.R.C.G.E. avec le Ministère des Affaires Etrangères au sujet de l'exception d'incompétence du Tribunal américain de Nuremberg, soulevée par les avocats allemands ; février - avril 1948.

Divers : lettre au sujet du témoignage de François-Poncet, transmission et exécution des commissions rogatoires, rapport n°2 du procès des maréchaux et généraux sur l'invasion de la Grèce et de la Yougoslavie ; 1947-1948.

BB/30/1798

Textes des jugements rendus contre des criminels de guerre, par les Tribunaux militaires français en Allemagne (exemplaires adressés par le Directeur général de la Justice, au S.R.C.G.E.) ; juillet 1946 - janvier 1948.

Listes d'affaires jugées, en instance, renvoyées à la police.

BB/30/1799

Procès (en zones française et britannique) et jugements des personnels d'encadrement des camps de concentration suivants :

BANTERWEG et SCHANDELAH (rattachés à Neuengamme) LIOBL PASS (dépendant de Mauthausen), HASLACH, GAGGENAU, NIEDER-BUHL, SULZ s/NECKAR, prison de ROTTENBOURG, et divers.

Listes de personnel d'encadrement des camps de concentration pu liées par l'United Nations War Crime Commission n°IV (Flossenburg, Mauthausen) n°V (Natzweiler), n°VI (Cranienberg-Sachsenhausen) n°VII (Ravensbruck), n°VIII (Emsland-Group) IX et X (suppléments et divers).

BB/30/1800

Pelures du courrier-départ du S.R.C.G.E. classées par ordre chronologique ; novembre 1944 - juin 1945.

BB/30/1801

Id. ; juillet - décembre 1945.

BB/30/1802

Id. ; janvier - août 1946.

BB/30/1803

Id. ; septembre 1946 - avril 1947.

BB/30/1804

Id. ; mai - décembre 1947.

BB/30/1805

Id. ; janvier - juin 1948.

BB/30/1806

Documentation statistique :

Liste des criminels de guerre détenus dans le secteur français de Berlin ; octobre 1946.

Etats des criminels de guerre détenus dans les prisons militaires ; décembre 1945 - février 1946.

Statistique des crimes de guerre commis en France (classés par régions militaires) ; octobre novembre 1945.

Etats des criminels de guerre transférés d'Allemagne en France ; janvier 1947 - mai 1948.

Etats récapitulatifs des jugements rendus en Allemagne (mars - avril 1948) ; documents (novembre 1947 - mai 1948).

Etats des criminels de guerre écroués ; janvier 1947 - juillet 1948.

Etats des jugements rendus en France ; 1943-1948.

Liste des condamnés à mort exécutés ; septembre 1944 - mars 1948.

BB/30/1807

Documentation statistique

Etats statistiques bimensuels de la Section I (secrétariat-fichier) du S.R.C.G.E. (dossiers ouverts, dossiers "Londres", jugements rendus, etc.) ; novembre 1945 - mai 1948.

Etats statistiques mensuels de l'activité des délégations régionales du S.R.C.G.E. ; juillet 1945 - octobre 1946.

Réponse à une circulaire de la Direction des Services de la P.J. à Paris sur l'activité du Service de recherche des crimes de guerre ennemis (nombre de crimes de guerre commis, enquêtes faites, en cours) à la date du 30 juin 1948 (dans les anciens sièges des délégations régionales du S.R.C.G.E.) ; juillet 1948.

Bordereaux d'envoi de Detention reports et de Wanted reports ; quelques Detention et Wanted reports non transmis au CROWCASS ; 1946-1948.

BB/30/1808

Documentation CROWCASS.

Consolidated Wanted list, part 1 (A - Z), et part 2 ; décembre 1947.

Detention liste 2 à 5 ; septembre 1945 - janvier 1946.

BB/30/1809

Documentation CROWCASS.

Detention liste 6 à 8 ; février - avril 1946.

BB/30/1810

Cahiers d'enregistrement, et doubles des rapports envoyés à l'U.N.W.C.C., n°1 à 113.

BB/30/1811

Doubles des rapports envoyés à l'U.N.W.C.C., n°s 114 à 300.

BB/30/1812

Id. ; n°s 301 à 500.

BB/30/1813

Id. ; n°s 501 - 800.

BB/30/1814

Id. ; n°s 801 - 1100.

BB/30/1815

Id. ; n°s 1101 à 1400.

BB/30/1816

Id. ; n°s 1401 à 1700.

BB/30/1817

Doubles des rapports envoyés à l'U.N.W.C.C. ; n°s 1701 à 2100.

BB/30/1818

Id. ; n°s 2101 à 2467.

BB/30/1819

Fichier des noms de lieu des rapports envoyés à l'U.N.W.C.C. 1 (A - K).

1. Le numéro du rapport figure en haut et à droite de chaque fiche, précédé de la lettre L.

BB/30/1820

Id. (L - Z).

BB/30/1821

Documentation diverse réunie pour la publication du Livre Noir sur les crimes de guerre commis en France et à l'encontre des Français : recherches, listes des brochures, plan de travail, correspondances, deuxième rapport du professeur Cassin, recensement des communes ayant fait l'objet d'actes de vandalisme, documents provenant des Ministères des Finances, et de l'Economie nationale ; dossier sur l'organisation du marché noir en France par les Allemands, et la collaboration économique ; exposé des crimes italiens contre la Yougoslavie ; offre de renseignements par le Comité "Allemagne libre" pour l'Ouest ; 1944-1948.

Correspondance relative à la Commission d'investigations pour l'étude des crimes de guerre scientifiques 1 ; 1946-1947.

Documentation sur la Commission internationale permanente pour l'étude de la répression des crimes contre le droit des gens et des faits commis dans l'intérêt de l'ennemi ; 1946-1948.

1. Créée par arrêté du 19 juin 1946 auprès de la Présidence du gouvernement (Etat-Major général de la Défense nationale, 2e section), elle était "chargée de poursuivre, en liaison avec les organismes similaires anglais et américains l'étude des expériences réalisées à des fins ou avec des moyens scientifiques sur des

êtres humains par l'Allemagne et ses alliés pendant la guerre de 1939-1945". La Commission comprenait, outre le Directeur du S.R.C.G.E., les professeurs Legroux, Piedelièvre, Simonnet, Lepine et Tchernia, puis le médecin de la marine Bayle.

BB/30/1822

Documentation diverse.

Rapports anonymes sur les crimes de guerre et sur la germanisation de l'Alsace-Lorraine ; s.d. (vraisemblablement antérieurs à la Libération).

Rapports sur les services allemands en France et leur personnel, bureaux et locaux ; services secrets, police ; renseignements sur différents agents allemands (dossiers provenant du B.R.A.L. et du B.C.R.A.) ; 1942-1943.

Rapport du colonel Chomel de Jarnieu, chef de la section militaire de liaison (organe liquidateur) sur les responsabilités allemandes dans les crimes de guerre en France (zone sud) (avec pièces annexes), adressé au général de corps d'armée chef de la M.M.A.A. ; 1946.

Projet de brochure de Louise Weiss sur l'organisation de la disette, le pillage et la destruction de l'Agriculture (avec annexes) ; août 1945.

Rapports divers sur les organisations criminelles allemandes (parti nazi, Gestapo, Waffen S.S., services secrets, personnel des camps de concentration) ; 1945-1946.

Notes et rapports concernant les crimes de guerre commis en France et à l'étranger (Grèce, Yougoslavie, ressortissants soviétiques inculpés).

Projet de loi sur la dénazification dans le pays de Bade ; s.d.

BB/30/1823

Documentation très fragmentaire, provenant en grande partie de l'O.R.C.G. et concernant des criminels de guerre ou des français ayant collaboré avec les allemands (à noter : documents et témoignages sur le camp de Struthof ; fiches de savants, archivistes, bibliothécaires ou conservateurs de musées, en majeure partie allemands, susceptibles de donner des renseignements sur le pillage des oeuvres d'art. notamment en Pologne) ;

Rapport sur les entreprises criminelles du national-socialisme dans les asiles d'aliénés de Wurtemberg. - Réponses des maires des communes des arrondissements d'Annecy, Saint-Julien et Thonon à une circulaire du 30 décembre 1944 de la subdivision militaire d'Annecy (2e bureau) relative aux crimes de guerre commis dans leurs localités ; décembre 1944 - janvier 1945.

Listes de crimes de guerre en France et en Allemagne. - Fiches allemandes des soldats de la 3e compagnie du 19e régiment de SS. Polizei.

BB/30/1824

Documentation de presse provenant de l'O.R.C.G.

Coupures du J.O. : ordonnances et arrêtés relatifs à la répression des crimes de guerre, l'épuration administrative, la nullité des actes de spoliation, la suspension des marchés et commandes passés par l'ennemi, les rapports avec l'ennemi, la confiscation des profits illicites, la mise sous séquestre des biens ennemis ; 1943-1945.

Coupures de presse française et étrangère sur le traité de l'Allemagne après guerre, la situation générale, les camps de concentration, les crimes et criminels de guerre, l'état d'esprit des allemands, la résistance des allemands, les grandes banques, les services secrets américains.

Brochures allemandes diverses. 1944-1945

BB/30/1825

Documentation réunie par le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme pour le S.R.C.G.E., et en vue de la rédaction du Livre Noir : enquête auprès des délégations départementales du Ministère sur les destructions d'immeubles par représailles ou actions contre le maquis (avec photographies) ; décembre 1945 - avril 1946. Photographie d'un panneau présenté à Londres et à Washington en 1945, signalant les localités françaises où avaient eu lieu des crimes de guerre.

BB/30/1826

Archives des délégations régionales.

Circulaires adressées par le S.R.C.G.E. aux délégations régionales ; décembre 1944 - décembre 1946.

Délégation d'Angers - La Baule : personnel, états de paiement, frais de déplacement, états statistiques, locaux, liquidation du service ; 1945-1946.

Délégation de Bordeaux (Gironde, Lot-et-Garonne, Landes, Basses-Pyrénées) : correspondance (arrivée-départ) avec la Direction centrale, correspondance diverse, états de traitements et frais de déplacement, locaux.

Notes manuscrites sur les stationnements de troupes allemandes dans les départements de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Basses-Pyrénées, avec observations éventuelles sur les crimes de guerre commis par ces unités ; 1945-1946.

BB/30/1827

Archives des délégations régionales : Délégation de Caen-Lisieux-Rouen.

Courrier (personnel, matériel, activité du service), de la délégation de Lisieux puis de Caen. Etat des archives de la délégation de Caen remises au Commissaire divisionnaire de la P.J. à Rouen (25 octobre 1946) ; état d'avancement des dossiers d'enquête dans les départements du Calvados, de l'Euro, de la manche, de l'Orne et de la Seine-Maritime au mois d'octobre 1946.

Courrier (arrivée et départ) du délégué régional adjoint de Rouen ; 1945-1946.

BB/30/1828

Id. : Délégation de Chalons-s/Marne : personnel (correspondance, arrêtés de nomination).

Délégation de Clermont-Ferrand : dossiers de personnel, personnel militaire ; matériel ; véhicules.

Délégation de Corse : budget ; frais de déplacements.

Délégation de Dijon (Bourgogne, Franche-Comté) ; personnel, matériel, locaux ; comptabilité.

Délégation de Lille : personnel ; budget ; ordres de mission ; véhicules ; locaux ; liquidation du service.

Délégation de Limoges : personnel ; comptabilité ; véhicules.

Délégation de Lyon : dossiers de personnel ; locaux.

Délégation de Marseille : personnel ; états de traitements ; locaux ; véhicules. 1945-1946

BB/30/1829

Id. : Délégation de Metz : correspondance (arrivée-départ, mars 1945 - octobre 1946) ; comptabilité ; frais de déplacements ; états des informations en cours, statistiques, listes de victimes et de criminels de guerre.

Délégation de Montpellier : personnel ; états de traitement ; lettre de Louise Weiss au sujet de crimes de guerre dans l'Hérault (copie).

Délégation de Nancy : personnel ; fonctionnement ; comptabilité.

Délégation adjointe de Nice : personnel.

Délégation d'Orléans : personnel (IP.) 1945-1946.

BB/30/1830

Id. : Délégation de Paris et région parisienne : correspondance ; personnel ; renseignements recueillis sur des criminels de guerre ; 1944-1946.

Délégation de Poitiers : personnel ; matériel ; comptabilité ; divers ; 1945-1946.

Délégation de Rennes : correspondance (arrivée-départ) ; personnel civil et militaire ; états de traitements ; budget ; ordres d'informer ; renseignements divers sur des crimes de guerre ; listes des dossiers transmis à Paris ; statistiques ; état nominatif des prisonniers de guerre allemands du camp de La Motte ; 1945-1946.

BB/30/1831

Id. : Délégation de Saint-Quentin : personnel (lp.)

Délégation de Strasbourg : personnel ; matériel, budget.

Délégation de Toulouse : correspondance du S.R.C.G.E. avec le délégué régional à Toulouse et divers, au sujet de la délégation, du matériel, des Comités régionaux, du règlement des dépenses des délégations départementales dépendant de Toulouse.

Rapports d'inspection du délégué régional. Dossiers de personnel ; locaux, véhicules. 1944-1949.

BB/30/1832-BB/30/1841

B.B. 30 1832 - 1841

Versement du 28 février 1947

Dossiers d'affaires contentieuses provenant de l'ancien Service du Contentieux (ex-Direction du Personnel et de la Comptabilité)

(1944 - 1961)

BB/30/1832

Epuration. Questions générales : projets divers relatifs à la discipline judiciaire, correspondance et question écrites au sujet de l'ordonnance du 10 septembre 1943 (portant réglementation provisoire de la discipline judiciaire), membres de la Commission d'épuration de la magistrature, renseignements fournis par les autorités administratives, activité de la Commission d'épuration de la magistrature et résultats de ses travaux, quelques pièces relatives à l'épuration du Conseil d'Etat et de l'ordre de la Légion d'honneur (magistrats), vœux des organisations de résistance et du Conseil général de la Dordogne, statistiques, déchéance quadriennale, etc. 1944 - 1960.

Arrêtés de la commission d'épuration, avril-mai 1945

Registre contenant à la fois les procès-verbaux des réunions de la Commission d'épuration de la magistrature du 6 octobre 1944 au 28 avril 1945, et les procès-verbaux des réunions de la Commission de reclassement des magistrats du 4 octobre 1944 au 30 juillet 1945 ; joints, 2 cahiers, l'un contenant les procès-verbaux des 1^{ère} 2^e et 3^e section de la Commission d'épuration de la magistrature, du 24 février au 12 mai 1945 ; l'autre, l'indication des décisions intervenus de décembre 1943 à juin 1944.

Renseignements sur les magistrats sous l'Occupation. [fin 1943 - janv. 1944]

listes de magistrats soumis à l'épuration ; 1945 - 1956.

BB/30/1833

Epuration des magistrats ayant siégé dans les Sections spéciales des Cours d'appel ou requis devant elle (avec états des condamnations prononcées, entre 1941 et 1944, par les S.S. des différentes Cours d'appel) ; Cours d'appel d'Agen, Aix, Amiens, Angers, Bastia Besançon, Bordeaux, Bourges, Chambéry, Caen, Dijon, Douai, Grenoble, Limoges, 1945.

BB/30/1834

Id. : Cours d'appel de Lyon, Montpellier, Nancy, Nîmes, Orléans, Paris, Pau, Poitiers, Rennes, Riom, Rouen, Toulouse ; 1945.

BB/30/1835

Fiches de magistrats et de juges de paix ayant été traduits devant les Commissions d'Épuration et ayant fait l'objet de sanctions, ou été mis hors de cause (mises à jour jusqu'à 1954)

BB/30/1836

Affaire des "faux arrêtés" de la Chancellerie (prononçant des sanctions contre des magistrats au titre de l'épuration) : pièces de question, pièces de comparaison, correspondance et pièces de procédure, pourvois des plaignants en Conseil d'Etat, questions écrites, explications données par le Carde des Sceaux au Conseil supérieur de la magistrature et à la Commission du suffrage universel, article de presse, tracts, etc., 1945 - 1957.

BB/30/1837

Reconstructions de carrière de magistrats ; neuf dossiers personnels 1944 - 1961.

BB/30/1838

Règlements des indemnités dues à des magistrats au titre des reconstitutions de carrière : dossier de principe, quelques dossiers personnels ; 1946 - 1960.

BB/30/1839

Dossiers d'épuration de membres du Conseil d'Etat : C à L ; 1944 - 1965

BB/30/1840

Id. M. à T. 1944 - 1959

BB/30/1841

Divers

Pourvois en Conseil d'Etat formés par des magistrats d'outre-mer et divers ; 1943 - 1959.

Pourvois administratifs de magistrats des cadres de la justice musulmane (bachadels, adels, cadinotaire) en Algérie ; 1948 - 1959.

Certificats de cessation de paiement pour des magistrats français en Tunisie remis à la disposition du Gouvernement français à compter du 1er juillet 1957.

BB/30/1842-BB/30/1851

B.B. 30 1942 - 1951

Versements du 13 juin 1972 (Cabinet Foyer) et du 6 mars 1975 (O.A.S. et Cour de sûreté de l'Etat).

Les documents de cette tranche de la sous-série BB³⁰ sont constitués pour la plus grande part, par les dossiers réunis pendant la période 1961 - 1965 par les directions de cabinet successifs du garde des sceaux Jean FOYER : Henri MAYNIER, président de la Cour d'Appel d'Orléans, directeur en 1962, puis Guy CHAVANON procureur adjoint près le tribunal de grande instance de la Seine, directeur en 1963, auquel succède, à partir de 1964 le même Henri MAYNIER, alors Avocat Général à la Cour de Cassation et Inspecteur Général des services judiciaires

Dans cet ensemble hétérogène et incomplet, on relève quelques dossiers assez bien constitués concernant essentiellement les différents conseils de cabinets des ministres, de cabinet, d'administration du ministère de la Justice, conseil supérieur de la magistrature) et la Cour de sûreté de l'Etat. Mais, au demeurant, leur intérêt est limité et le laps de temps couvert très court.

Pour le reste, on trouvera quelques dossiers relatifs à l'administration pénitentiaire et à l'éducation surveillée datant des années 1954 - 1956 et une série d'imprimés dont la plus grande partie date des années 1940.

BB/30/1842

- Conseil des ministres : avant-projets d'ordres du jour et ordres du jour (septembre 1961 - décembre 1962, mai 1964 - septembre 1965) ; relevés de décisions (décembre 1961 - décembre 1963).
- Conseil de cabinet : ordres du jour et comptes rendus (novembre 1958 - juillet 1961) ; relevés des décisions (août 1958 - août 1961).

BB/30/1843

- Ministère de la Justice, conseil d'administration : ordres du jour études et rapports, procès-verbaux de séance (novembre 1962 - décembre 1964).
- Bilan de l'action du ministère (d'avril-mai 1962 à octobre 1962) par direction ; Note sur l'activité du ministère (de décembre 1962 à mars 1963) ; Etablissement du bilan de l'action du ministère d'avril 1962 à juin 1963 (août 1963) 1
- Réforme de l'ordre judiciaire (administration de la justice, formation et sélection de magistrats, organisation judiciaire, réorganisation des professions d'auxiliaires du justice et simplification des procédures civiles et pénales) : Dossier /2/ établis pour le ministre en vue du conseil restreint tenu à Matignon le 13.XI.1963 et pour le conseil restreint tenu à l'Elysée le 10.1.1954. Compte-rendu du conseil du 10.1.1964.
- Projet de refonte des cadres de justice militaire (1963-1965)
- Etudes sur la réforme administrative de Paris sur le plan judiciaire (s.d.)
- Recrutement et Formation des magistrats : rapport de C.N.E.J. (9 mars 1964)
- Mission d'enquête sous le contrôle de l'Administration : correspondance adressée par le ministre de la réforme administrative (18 mai - 5 juin 1963)
- Liste des commissions et groupes de travail fonctionnant auprès de la chancellerie (mars 1963), commissions dépendant de la direction des affaires criminelles et des grâces (s.d.)
 1. Les rapports des directions sont en déficit.

BB/30/1844

Direction des affaires civiles et du sceau :

- Commission pour l'étude des problèmes relatifs à l'adoption : Discours prononcé par le ministre Jean FOYER à la réunion du 17.12.1963
- Commission de réforme de la Cour de Cassation 1 : rapport final (18 mars 1964)
- Commission pour la fonctionnariation des greffiers 2 : ordres du jour, notes, avant-projets de statuts, rapport (mars-juillet 1964)
- Groupe de travail sur les problèmes d'organisation judiciaire 3 : procès-verbal de la réunion des 5/6 juillet 1963
- Création d'Offices de notaire : prévisions (candidatures, calendrier du concours), décret du 19 mai 1964, propositions de candidats par la commission (s.d.)
 1. présidée par Charles BORNET
 2. présidée par le procureur général Maurice AYDALOT
 3. présidée par le président à la Cour d'Appel de Paris, TOUFFAIT

BB/30/1845

- Direction des Affaires criminelles et des grâces :

- Conseil de législation criminelle : ordres du jour, rapports, compte-rendus (juillet 1963, janvier - juin 1964, janvier - juillet 1965)

BB/30/1846

Direction du personnel de l'Administration générale :

- Magistrats : tableaux d'avancement. Listes d'Aptitude et états divers (1964 - 1967) ; intégration des juges de paix : listes d'aptitude spéciale (1966)
- personnel militaire du ministère de la justice : correspondance relative à sa réduction ou à sa suppression (décembre 1963)
- société mutualiste du personnel dépendant du ministère de la Justice : procès verbaux de réunion, rapports d'activité et divers (1963 - 1965)
- Résorption des magistrats en surnombre, rémunération, litiges financiers divers. (octobre 1962 - août 1963)
- Préparation du budget 1964 : correspondance, notes et travaux préparatoire ; résultat des discussions budgétaires (mai - septembre 1963)
- Relogement de partie du ministère : immeubles proposés (18 juillet 1963) ; Note sur les problèmes immobiliers du ministère (17 octobre 1963) ; Note identique (s.d.)
- Implantation du C.N.E.J. rue de la Faisanderie à Paris (17 juillet 1963).

BB/30/1847

Direction de l'Administration pénitentiaire :

- Note d'information de l'administration pénitentiaire (février 1955), Attributions du gouvernement général en Algérie : décrets et arrêtés (1948) ; Mission GILQUIN (mai 1955)
- projets de loi sur l'exécution des peines et la probation (avril 1952 - avril 1955 ; interdiction de séjour, application budgétaire de la loi du 18 mars 1955.

Personnel pénitentiaire

- Statuts et formation ; création d'emplois ; fixation des indices de traitement et des indemnités ; rénumération des médecins de l'Hôpital de FRESNES et des aumôniers ; logement des Agents : projets de textes de décrets et arrêtés intervenus, circulaire, notes et correspondance 1954 - 1955
- syndicats : Note d'information, recouvrement des cotisations syndicales, grève du 25.X.1955. (janvier 1955 - janvier 1956)
- Maison centrale de HAGUENAU, licenciement de surveillante auxiliaire (avril-mai 1955)

Bâtiments.

Construction et suppression de maisons d'Arrêt.

Evasions Fontevault, renforcement des effectifs.

Au Maroc, Visite des établissements d'Afrique du Nord par la C.I.C.R. Hébergement des rapatriés d'Indochine (1955)

Détenus :

- Détenus Malgaches (novembre 1954 - juillet 1955) ;
- Concessionnaires de main d'oeuvre pénale : Harmonisation des charges salariales, institution d'une redevance compensatrice : projet de loi (janvier - novembre 1955)
- Reclassement social des détenus libérés : rapport de l'Inspection générale de l'Administration (avril-mai 1955)

Divers :

- Rapport de voyage d'étude des réalisations de l'administration pénitentiaire américaine (7 juin 1963)

BB/30/1848

Direction de l'éducation surveillée

- personnel : projet de statuts (avril - mai 1954)

Indemnités forfaitaires : décret et notes de service (février - avril 1955)

- Commission interministérielle 1 sur la délinquance juvénile et la protection de l'enfance : Rapport, procès-verbal. Documentation (1962 - 1963)

Conseil Supérieur de la Magistrature (C.S.M.) :

Ordres du jour, rapports soumis au C.S.M. (Nomination, mise en disponibilité, en détachement, démission de magistrats, collation de l'Honnoriat), proposition de magistrats à l'ordre national du Mérite et à la Légion d'Honneur (janvier-mai 1963, juin 1955, octobre 1968)

1. présidée par le Directeur de cabinet du Garde des Sceaux, QUERRIEN

BB/30/1849

Mémoires de recours en grâce 1 en faveur de :

- ABDELLALI Bouzid Ould Pjelloul (1957)

- ABOUR Amar et BEN MOHAMED

- ATSFAHA (1957)

- AZOUI Salah

- BELARED Mohamed

- BENHATRI Tayeb

- CHOUAF Hocine BEN RABAH et SAYOUD ALLAOUA BEN AHMED

- DOMINCI Gaston

- EHRMANTRAUT Franz

- IKHEF Sidi (1957)

- KARADANIZ BENSOUAD BEN AHMED

- LAAB TAYEB BEN LAKHADAR et BENSOUAD KADOUR BEN AMEUR
KADOUR BEN AMEUR

- MADANI

- MEKERKEB Aberrane (1957)

- OUZERI (1957)

- SELLAMI SLIMANE BEN SAID et FERAHZA Ali (1957)

- YAHIAOUI MOAHAMED BEN RAMDANE

- Cour de sûreté de l'état, création : travaux et textes préparatoires, rapports, textes de loi et de décrets circulaires d'application, coupures de presse et telex d'Agences

Protocole de la séance d'installation. Nomination de Magistrats et de greffiers, régime indemnitaire (septembre 1962 - avril 1963)

- Etats statistiques, divers : procédures en cours, peines prononcées atteinte à la sûreté de l'état (avril 1963 - septembre 1963)

1. soumis à la commission des grâces du C.S.M.

BB/30/1850

- Tribunal militaire de Paris : compte-rendus d'audience (avril 1962-février 1963) ; Cour de Sûreté de l'état : compte-rendus d'audience (mars 1963 - décembre 1964)

Cour de sûreté de l'état, divers :

- Procès Antoine ARGOUD. Copies diverses (procès-verbal d'interrogatoire, Lettres d'A. Argoud, mémoires, jugements) Notes juridiques résumés d'audience, coupures de presse et télex d'Agence (mars 1963 - juin 1964)

- procédure d'extradition de Jean-Marie CURUTCHET

Notes juridiques, copie de correspondance avec le Sénégal (novembre - décembre 1963)

Divers :

- Notes d'information rédigées par H. MAYNIER à l'intention du 1er ministre (septembre 1961 - mars 1962), de Monsieur RACINE (septembre 1961 - mars 1962) et de divers destinataires (septembre 1961-1962)
- Avocats, projet de décret protant règlement d'Administration publique (1962 - 1963)

BB/30/1851

- Réunion des procureurs généraux des 12-14 mars 1963 : propositions d'inscription à l'ordre du jour, ordre de jour et compte-rendu (janvier - mars 1963)
- Crimes et délits contre la sûreté de l'état, suppression de la liberté provisoire : p.v. de conférence tenue à la Chancellerie le 21 septembre 1962
- Libération conditionnelle de détenus condamnés pour aide apportée à la rebellion Algérienne (septembre - octobre 1962)
- projet de loi portant amnistie (décembre 1964)
- Offenses au chef de l'état par voie de livre et de presse : Fixation de la procédure de répression ; état des affaires d'offenses de presse 1 ; possibilités de saisie d'un livre (juin 1963)
- procédure et affaires judiciaires :
- Distribution des affaires, sorties de rôle, fixation des dates des plaidoiries : projet de circulaire (28 mars 1963)
- Application des articles 169 et 171 du code de procédure pénale (contredits) : circulaire du 1er président de la Cour d'Appel de Paris (mai - juin 1963)
- Application de l'ordonnance du 1er septembre 1962 :

Dossier de procédure criminelle contre Jeanne JOURDIKIAN épouse BELLO (octobre 1962) ; Arrêt de la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Paris dans l'affaire Jacques MORAINES (octobre 1962) ; Etat de renseignements communiqués par les procureurs généraux (novembre 1962)

- Affaire DE CUREL R.P.F. : Note d'information et conclusions du ministère public (octobre - novembre 1963)

- Note sur l'état de la procédure suivie au parquet de la Seine contre l'ex-général SALAN (novembre 1963)

Demande de comparution en qualité de témoins dans l'affaire Ben Barka, de MM. Pompidou et Frey.

- 1966]
- Relations internationales et coopération
- Conférence des ministres de la Justice de langue française : ordre du jour, organisation des débats (s.d.) Algérie
 - Discours prononcé par le cadî TARARLI lors de la visite (19.11.1959) du garde des Sceaux en Algérie
 - Affaire DIRLER (complot contre l'autorité de l'Etat, 1961)
 - Liste partielle des magistrats aux fonctions desquels le gouvernement algérien entend mettre fin (23 juin 1962) ; projet d'ordonnance relative à la situation des magistrats français en service en Algérie ; Textes (J.O.) de l'Accord de cessez-le-feu et du protocole d'Accord du 28 août 1962.
 - Mission Gabriel ROBERT : restitution d'Archives à l'état Algérien (juin 1962 - septembre 1963)
 - Mission d'Information de Jean RELIQUET 2 : rapports, correspondance adressée au directeur de cabinet CHAVANON, rapatriement des algériens détenus en France (octobre 1962 - août 1963)
 - Rapport de l'ambassade de France sur la situation des magistrats français en coopération technique (janvier 1964)
 - Note sur les suppléants contractuels de juges de paix en Algérie (janvier 1964)
 - Mise à la disposition de la Cour Suprême d'Algérie de Hauts magistrats Français (3 février 1964)

- Mission J. ROBIN 3 : rapports d'inspection des magistrats détachés (mars 1965)
- Dossier "opération rapatriés", campagne de réadaptation et de reclassement en faveur des rapatriés lancée par le ministre des rapatriés (mars - juin 1963)
Madagascar
- Inspection TURQUEY 4 : rapports d'inspection des magistrats détachés (juin - septembre 1965)
Tunisie
- Textes divers relatifs aux revendications tunisiennes (les textes réunis vont de 1933 à 1954)
Conseil de l'Europe - Comité européen pour les problèmes criminels, rapport du sous-comité n°1 (peine de mort), correspondance (janvier - mars 1963)
Réforme du Conseil d'état : questionnaire de M. LEDUC, journaliste à France-soir soumis au ministre Jean FOYER et annoté de sa main (juin-juillet 1963)
Mesures de mise en garde et de mobilisation du ministère de la Justice (28 février 1964)
Mélanges Maurice PATIN : texte de l'Avant-propos (rédigé par Jean FOYER), et texte d'un article intitulé "la distinction entre la peine et la mesure de sûreté".
 1. pendant la période du 1.1.63 au 18.6.63.
 2. Avocat général à la cour de cassation
 3. Avocat général à la Cour de Cassation
 4. Conseiller à la Cour de Cassation

BB/30/1852-BB/30/1885

B.B. 30 1852 - 1875

Archives de Monsieur d'Harcourt conseiller technique de Monsieur Lecanuet, ministre de la Justice 1974 - 76

B.B. 30 1852 - 1858

Organisation du ministère équipement judiciaire

1859 - 1860 : Administration pénitentiaire

1861 - 1864 : Informatique et Justice ; Informatique et Liberté

1865 - 1867 : projets de loi, éducation surveillée, cour de cassation, divers Recherches en matière judiciaire

1868 - 1874 : Budget, VII Plan

B.B. 30 1876-1885

Archives de Madame Dorlhac Secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire 1974 - 76.

B.B. 30 1876 - 1879 : généralité sur la condition pénitentiaire, personnel. Budget.

B.B. 30 1880-1883 : Notes et correspondance avec les prisonniers

B.B. 30 1884-1885 : rapports, circulaires

Archives de Monsieur François d'Harcourt, maître des requêtes au conseil d'Etat, conseiller technique du Ministre de la Justice 1974 - 1976 (Monsieur J. Lecanuet).

BB/30/1852

Organisation du Ministère de la Justice.

1 Organisation des ministères français 1974 - 76.

2 Projets de réforme du Ministère de la Justice, classés par direction : statut actuel, modification envisagée.

3 Réunions relatives à la réorganisation du Ministère de la Justice. 1975

4 Notes diverses sur les projets de réorganisation 1975 - 76.

5 Notes de synthèse sur la réorganisation de chaque direction.

6 Projets d'arrêté réorganisant les directions du Ministère de la Justice ; 1974 - 76.

BB/30/1853

- 1 Comité des usagers du Ministère de la Justice : PV des réunions, du Comité, rapports de synthèse pour 1975 ; 1975-76.
- 2 Service d'information du Ministère de la Justice notes et études diverses, projet de réalisation de films sur le Ministère de la Justice par les Armées.
- 3 Service judiciaire : problèmes relatifs au personnel judiciaire. et au découpage des circonscriptions.
- 4 Régionalisation du Ministère de la Justice : délégation de signature, d'attributions, création d'échelon régional ; 1974 - 76.

BB/30/1854

Service de l'Administration Générale et de l'Équipement.

1 a Généralité, préparation du budget

1 b personnel : gestion du personnel non-judiciaire du ministère modification des statuts, règles d'avancement, primes et indemnités, réunion du Conseil Supérieur de la Fonction Publique.

1 c matériel : achat de matériel, économie d'énergie, problèmes d'archives.

1 d social : aménagement des horaires du personnel social ; - oeuvres sociales, action sociale pour le personnel du ministère. 1974 - 6

2 Division de la statistique : description des tâches, réorganisation du service, relations avec l'INSEE. 1975

BB/30/1855

Équipement Judiciaire :

1 Généralité : la Palais de Justice de demain, budget d'équipement du Ministère de la Justice.

2 Commission technique de l'équipement du Ministère de la Justice : PV de réunion 1974 - 76.

3 Réunion des chefs de cour, création d'une délégation régionale de la Justice à Orléans (octobre 1975).

4 Logements de fonction des Magistrats.

5 Problèmes généraux d'équipement : loi sur l'architecture, rapport avec la commission nationale des opérations immobilières et de l'architecture, réunion des magistrats délégués à l'équipement problèmes d'équipement classés par région

6 Équipement judiciaire classés par ordre alphabétique de villes A-K 1974 - 6

BB/30/1856

Idem L-Z 1974 - 6

BB/30/1857

Équipement judiciaire de l'Île de France : notes diverses, Cour de Sécurité de l'État, cour d'Appel de Paris, Tribunal de Grande Instance de Paris, Tribunaux d'Instance de Paris, Cour d'Appel de Versailles, équipement judiciaire de Argenteuil, Sannois, Bobigny, Cachan, Créteil, Evry, L'Hay Les Roses, Meaux, Melun, Meudon, Senlis.

BB/30/1858

Problèmes immobiliers du Ministère de la Justice, administration centrale :

1 Immeubles occupés par le Ministère, entretien, affectation des locaux

2 Prison de Bois d'Arcy : attribution des terrains au Ministère, défrichement, correspondance avec les élus, avancement des travaux, notes diverses, plans 1966-1976

3 Étude de la Sogelerg sur la programmation d'une maison d'Arrêt-type 1976 1966 - 1976

BB/30/1859

Administration pénitentiaire :

- 1 Généralité, prisons modèles, budget, programmation
- 2 Ecole pénitentiaire de Fleury Mérogis, extension 1975
- 3 Logement de fonction des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire
- 4 Etat des prisons françaises, investissement prévu 1975
- 5 Personnel de l'administration pénitentiaire, mesures indemnitaires et indiciaires, réajustement de carrière 1974, 1975 - 76
- 6 Indemnisation des concessionnaires à la suite des troubles dans les prisons de l'été 1974 1974-6

BB/30/1860

Mission d'urgence instituées en juillet 1974 sur les prisons françaises : compte - rendu d'activité des chefs de cour, rapport de synthèse 1974-5

BB/30/1861

Informatique judiciaire :

PV de la commission d'informatique judiciaire 1974 - 76 ;- expérience d'automatisation des bureaux en matière pénale 1974-6

BB/30/1862

Informatique judiciaire : achat de matériel, budget d'études et de recherches, notes diverses sur l'emploi de l'informatique au Ministère de la Justice, réunion de la commission interministérielle de l'informatique 1974-6

BB/30/1863

1 Informatique Juridique

a CEDIJ (Centre d'informatique juridique) réunion de la commission de contrôle du centre, état d'avancement des travaux d'automatisation, projets 1974 - 6

b ADIJ Association pour le développement de l'informatique juridique colloque et études diverses 1971 - 1976

2 Informatique et Liberté :

projet de loi : projet initial, observation des ministères, réunion interministérielle, avis du conseil d'Etat, conseil des ministres, (juillet 1976) projet de loi déposée devant le Parlement rédaction des projets de décret ; 1976 - 77

BB/30/1864

Commission Informatique et Liberté :

- 1 origine et composition de la commission
- 2 programme de travail et méthode de la commission
- 3 Rapport sur les fichiers du Ministère de la Défense Nationale
- 4 Rapports sur les fichiers et répertoires INSEE
- 5 Réunion du 10 janvier 1975
- 6 réunion du 11 avril 1975
- 7 diffusion du rapport septembre 1975
- 8 Questions de parlementaires relatives au travail de la commission
- 9 Notes diverses sur Informatique et Justice
- 10 Projet de textes de lois, divers

11 Commission interministérielle pour la Protection du secret de défense en informatique 1976 1974 - 6

BB/30/1865

- 1 Direction des Affaires civiles et sceau : projets de réforme législatif ou règlementaire envisagés en matière civile ou commerciale
- 2 Direction des Affaires criminelles : remboursement des frais de police à Paris (1974), amnistie, contraventions de police, commission de révision du code pénal 1974 - 75
- 3 Codification des Libertés : projet divers, création de la Commission de codification (avril 1975), fonctionnement et crédit accordé à la commission, convocation, PV de réunion, projets divers
- 4 Education surveillée : notes, correspondance par région, liste des établissements
- 5 Centre d'Education surveillée de Saint Hilaire (Vienne) liquidation du centre 1974 - 76

BB/30/1866

- 1 Cour de cassation : rapport annuel (1973 - 74) préparation du budget 1975-76
- 2 Ecole Nationale de la Magistrature : préparation du budget 1975-76
- 3 Conseil d'Etat : commission du rapport : projets de rapport 1972-4
- 4 Cour des comptes : observations sur la gestion du Ministère 1974-6
- 5 Fondation de Sologne à Beuvron : création, documentation 1976

BB/30/1867

Recherches en matière judiciaire :

- 1 Notes générales, études
- 2 Préparation du budget 1976 : demandes des organismes de recherches judiciaires, projets, élaboration de programme bi-annuel
- 3 Budget 1977 idem 1974-6

BB/30/1868

Budget du Ministère de la Justice : Budget 1975

- 1 Préparation a : équipement
b : justification des emplois
c : mesures indemnitaires
- 2 Discussion avec le Ministère des Finances, Arbitrage de Matignon, mesures d'économie
- 3 Réponses aux questionnaires des commissions du Parlement classées par service

BB/30/1869

Budget 1975 :

- 1 Présentation devant l'Assemblée Nationale, audition par les commissions ; Présentation au Sénat, pièces annexes pour la rédaction des discours
- 2 Modification du budget en cours d'exercice ; questions parlementaires
- 3 Collectif budgétaire automne 1975 plan de soutien à l'économie mesure d'équipement du Ministère de la Justice
- 4 Quatrième collectif budgétaire novembre 1975

BB/30/1870

Budget 1976

- 1 perspective des services
- 2 Mesures acquises

3 Mesures nouvelles reconduites

4 Mesures nouvelles demandées

BB/30/1871

Budget 1976

1 Discussion budgétaire avec le Ministère des Finances, arbitrage de Matignon, mesures nouvelles, réforme pénitentiaire, régionalisation du budget

2 Discussion au Parlement :

réponses aux questionnaires de la Commission des lois, des Finances de l'Assemblée Nationale (1 &

2) réponses classées par service

BB/30/1872

1 Budget 1976 : Ordre de la Légion d'Honneur, et Ordre de la Libération : préparation, questions parlementaires

2 Exécution du Budget 1976 : modification en cours d'exécution

3 Budget 1977 : premières perspectives

4 Budget 1977 : Mesures nouvelles : fiches de demandes

5 Conférences budgétaires, arbitrage, procédure budgétaire avril - juillet 1976

BB/30/1873

1 Budget 1977 : points particuliers : situation des greffiers aide judiciaire, articles à insérer dans la loi de Finances

2 Tableau de bord trimestrielles de gestion budgétaire 1974 - 6

3 Rationalisation des choix budgétaires au Ministère de la Justice 1974 - 5

BB/30/1874

VII Plan

1 Notes sur l'exécution du VI° Plan 1973-5

2 Propositions du Ministère de la Justice pour le VII° Plan octobre 1975

3 Réunion des grandes commissions du VII Plan, participation du Ministère de la Justice novembre - décembre 1975

4 Commission interministérielle (sécurité, Immigrés) 1975 - 6

5 Commission Touren : participation du Ministère de la Justice aux travaux du Commissariat, Notes des directions du Ministère Fiches d'Actions Prioritaires 1975 - 6

BB/30/1875

1 Programme d'Action Prioritaire du Ministère de la Justice généralité, questions parlementaires, élaboration des PAP 1975 - 6

2 PAP 16 : développer la prévention et l'action sociale volontaire présentation, fiches de mesures

3 PAP 17

4 Planification de la recherche en matière de Justice : élaboration

5 Régionalisation du Plan : instructions gouvernementales, applications

6 DATAR : relation avec le Ministère de la Justice 1975-6

BB/30/1876

Archives du Cabinet de Madame le Secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire (Madame Dorlhac) près le Garde des Sceaux 1974 - 76

- 1 Abaissement de la majorité et délinquance
- 2 article divers : bilan de la réforme pénitentiaire, les femmes en milieu carcéral
- 3 Réforme touchant la population pénale : enseignement, entretien, libération conditionnelle, semi liberté, milieu ouvert, pécule, détenus politiques, militaires emprisonnés, récidivistes, statut du détenu, tutelle pénale, vote des détenus, suicide, Affaire Mirval Goldmann
- 4 Travail pénal : statistiques correspondance 1975 - 6
- 5 Médecine pénitentiaire :
 - a décloisonnement de la Médecine pénitentiaire, rencontres préparatoires aux Journées internationales de Bordeaux 1975
 - b psychiatrie pénitentiaire
 - c statistiques et études diverses
- 6 Assurances sociales des familles des détenus : allocation chômage des prisonniers libérés
- 7 Formation professionnelle des détenus 1974-6

BB/30/1877

Personnel pénitentiaire :

- 1 dossier par catégorie de personnel, revendications
- 2 rémunération des personnels
- 3 arbitrage de Matignon pour la revalorisation de la condition du personnel, parité avec la police
- 4 revalorisation de la fonction pénitentiaire
- 5 Ecole de l'Administration pénitentiaire
- 6 Français condamnés à l'étranger : rapport 1975 1974-6

BB/30/1878

- 1 Centre de réinsertion sociale de Villejuif : projets refusés par la Datar
- 2 Association du Relais à Angers 1974
- 3 Associations diverses s'occupant des prisonniers libérés, ou des détenus
- 4 Liste des centres d'hébergement 1975
- 5 Juge de l'application des peines : colloques, réunions, permissions de sortie
- 6 Chambre de Haute sécurité dans les prisons : financement
- 7 Demande d'intervention de trafiquants de drogues
- 8 Thèse en Médecine (Paris 13 juin 1974) de JF Lemouton "Corps étrangers digestifs sous diaphragmatiques ingérés involontairement en milieu carcéral"
- 9 Exposé de Monsieur Jean Dorlhac : la condition pénitentiaire
- 10 Lettres et suggestions diverses pour une réforme de la condition pénitentiaire 1974
- 11 Délinquance juvénile : situation, mesures à prendre 1974-6

BB/30/1879

- 1 Budget du Secrétariat d'Etat : 1974, 1975, 1976
- 2 Idem 1976
- 3 Exécution du budget 1976
- 4 Préparation du budget 1977
- 5 Réponses aux questionnaires de la Commission des finances (1 & 2) et des lois (1) de l'Assemblée Nationale budget 1975
- 6 Note sur l'Etat de santé de R. Agret avril 1976
- 7 Réflexions sur la condition pénitentiaire
- 8 Visite en France du Ministre des Affaires Sociales du Soudan avril 1976

9 Ordre de mission des membres du cabinet du Secrétariat d'Etat

10 Enregistrement du courrier 1974 - 5

11 Idem 1976

12 Idem 1976

BB/30/1880

Notes sur les prisons, visitées par la Secrétaire d'Etat, correspondance avec les prisonniers, revendications des syndicats, rapports sur des manifestations, journaux édités par les détenus : Agen, Amiens, Arras, Aurillac, Besançon, Bordeaux, Bourg en Bresse, Châlons sur Marne, Château Thierry, Cherbourg, Clairvaux, Clermont Ferrand, Coutance, Dijon, Douai, Epinal, Eysses, Laon, Le Puy, Liancourt 1974-6

BB/30/1881

Idem :

Limoges, Lisieux, Loos, Lorient, Lure, Lyon, Mauzac, Montbéliard, Montluçon, Muret, Mantes, Privas, Quimper, Remiremont, Rennes (études faites par M. Divisier Directeur Régional sur la réinsertion des relégués) Riom, Rouen, Saint Brieur, Saint Malo, Saint Martin de Ré, Saint Omer, Saint Quentin, Toulouse, Tours, Trévaux, Tulle, Brives ; (Affaire Guedj), Valence, Vannes. 1974-6

BB/30/1882

Idem voyage en Alsace et dans l'Est de la France Bar le Duc, Colmar, Ecrouves, Ensisheim, Maguenau, Metz, Mulhouse, Nancy, Oermingen, Sarreguemines, Strasbourg, Toul.

Midi de la France

Avignon, Digne, Draguignan, Gap, Marseille, Nîmes, Nice, Toulon 1974-6

BB/30/1883

Région parisienne

Fleury Mérogis, Fresnes, La Santé

Meaux, Melun, Poissy, Versailles

La Réunion, Guyanne, Guadeloupe

Polynésie française 1974-6

BB/30/1884

Rapports divers

1 Rapport de la Commission "Informatique et liberté 1975

2 Rapport de l'Inspection générale des services judiciaires L'administration centrale et la déconcentration (par H. Maynier et M. Beyorre) 1976

3 Direction des services judiciaires Pour une doctrine de l'organisation de la justice en France mai 1973

4 Direction de l'Administration pénitentiaire Aspects de l'application des peines en 1973 premier bilan de l'application de la loi du 29 décembre 1972

5 Ecole d'administration pénitentiaire (EAP) mai 1974 Recueil de documents sur la réforme pénitentiaire de 1975

6 L'administration pénitentiaire en 1975

7 Condition juridique du fonctionnaire pénitentiaire EAP - mai 1976

8 Administration pénitentiaire néerlandaise (EAP) juin 1976

9 Comité Central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics - J. Bardou L'action de l'Etat dans le domaine de l'éducation surveillée septembre 1974

10 Régime applicable à compter du 1er janvier 1976 pour les chèques : prévention et répression des infractions en matière de chèque novembre 1975

11 Centre National de coordination des études et recherches sur la nutrition et l'alimentation rapport de la commission Restauration et collectivités juin 1976

BB/30/1885

Circulaire de la direction de l'administration pénitentiaire

1 mai - décembre 1975

2 janvier - août 1976

BB/30/1886-BB/30/1890

BB 30 1886 - 1890

(Versement du 24 juillet 1978)

BB/30/1886

Cabinet

Dossier "Affaires criminelles classées" :

1) Comptes-rendus, rapports, lettres du Conseil supérieur de la Défense nationale, de l'Etat-Major de l'armée, de la Direction des services de l'armistice, etc. sur les problèmes découlant des événements politiques 1941

2) Affaire Pathé-Cinéma 1941

Documents transmis par le Secrétariat d'état aux relations avec les Etats associés, relatifs aux négociations avec le Viet-Nam, le Laos, le Cambodge 1949-1953

Interventions en faveur du Cercle d'escrime du Palais de Justice de Paris 1969

BB/30/1887-BB/30/1888

Direction des Affaires criminelles et des Grâces (1er et 2ème bureaux)

BB/30/1887

Dispositions législatives demandées par les autorités allemandes 1941

Activités communistes ou anarchistes 1940-1944

1) Répression des menées communistes ou anarchistes : circulaires des 22 octobre et 27 novembre 1940

2) Création des Sections spéciales 1 auprès des Cours d'appel : loi du 14 août 1941

3) Communication aux tribunaux militaires allemands des dénonciations, procédures etc. concernant l'activité et la propagande communiste 2 circulaires des 22, 25 et 29 août, 1er septembre 1941, 7 janvier 1942

4) Mesures à envisager à l'égard des détenus pour activités communistes ou anarchistes

5) Notes et correspondance relatives à l'organisation communiste "Association juridique internationale" 1939-1940

6) Individus accusés de propagande communiste 1941-1942

7) Recours en grâce de MM. Bastard, Bréchet et Trzebrucki 1941

8) Situation pénale de MM. Clamanus, Doriot, Duclos, Marty et Ramette [s.

1. Voir aussi BB ³⁰ 1720 (E)

2. Voir aussi BB ³⁰ 1709 (3 b)

BB/30/1888

Tribunal d'Etat et Tribunaux spéciaux établis auprès des Cours d'appel

1) Etats nominatifs des individus condamnés par les tribunaux spéciaux auprès des Cours d'appel (Agen à Toulouse) de 1941 à 1944 1

2) Etats nominatifs des individus détenus en maison d'arrêt, condamnés par le Tribunal d'Etat et les tribunaux spéciaux 1944 2

Divers

1) Assassinat du conseiller von Rath 1938-1942

2) Assassinat de Marx Dormoy 1941-1942

3) Poursuites contre les partisans de De Gaulle : circulaire du 2 avril 1941

1. Réponse à la circulaire du 31 août 1944

2. Réponse à la circulaire du 31 août 1944

BB/30/1889

Direction des Affaires civiles et du Sceau (1er bureau)

Textes législatifs relatifs à la Haute Cour de Justice 1 : élaboration de l'ordonnance du 18 novembre 1944 instituant une haute cour de justice ordonnances, décrets et loi complétant ou modifiant l'ordonnance précédente ; projets de loi portant suppression de la Haute Cour de Justice 1944-1955

Direction des services judiciaires

Rapports des stages effectués en Angleterre par MM. Thery et Michelon, juges de l'application des peines, et MM. Fayolle et Gratadour juges pour enfants 1967

1. Voir aussi BB ³⁰ 1778 (16) : Personnel de la Haute Cour

BB/30/1890

Service des recherches des crimes de guerre 1

Liste et rapports n°17-224 2 sur les destructions ou violences commises (classement par département et localité)

1. Suite de BB ³⁰ 1785-1831. Ce dossier qui se trouvait mêlé aux archives versées par M. Crémieux-Brilhac, ancien directeur de la Documentation française, provient en réalité de la branche du Service de recherche des crimes de guerre installée au Ministère de l'Information et chargée de la préparation d'expositions, de la rédaction de brochures.

2. La série est très incomplète.

BB/30/1891-BB/30/1967

Procès de Klaus Barbie devant la cour d'assises du Rhône, transcription dactylographiée des audiences

1987

Nom du producteur

- [France. Cour d'assises du Rhône \(Lyon ; 1811\)](#)

BB/30/1891

Première à quinzième audiences

11 mai 1987-27 mai 1987

Importance matérielle et support

BB/30/1892

Seizième à vingt-sixième audiences

3 juin 1987-18 juin 1987

Importance matérielle et support

BB/30/1893

Vingt-septième à trente-septième audiences

19 juin 1987-3 juillet 1987

Importance matérielle et support

BB/30/1968-BB/30/1970

Procès de Paul Touvier devant la cour d'assises des Yvelines, transcription dactylographiée des audiences

1994

Nom du producteur

- [France. Cour d'assises des Yvelines \(Versailles ; 1968-.....\)](#)

BB/30/1968

Première à huitième audiences

17 mars 1994-28 mars 1994

Importance matérielle et support

BB/30/1969

Neuvième à quatorzième audiences

29 mars 1987-6 avril 1994

Importance matérielle et support

BB/30/1970

Quinzième à vingt-quatrième audiences

7 avril 1994-20 avril 1994

Importance matérielle et support

BB/30/1971-BB/30/1972

Dossiers de Louis Joxe, garde des Sceaux du 6 avril 1967 au 30 mai 1968

1896-1968

Dossiers épars entrés par voie extraordinaire aux Archives nationales en 2015, après revendication en vente publique.

BB/30/1971

Secrétariat général du ministère des Affaires étrangères, secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique, ministère de l'Education nationale, ministère des Affaires algériennes

1956-1962

Secrétariat général du ministère des Affaires étrangères : rapports, correspondance, 1956-1965.

Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique : correspondance, dossier d'examen de classement de la promotion Vauban de l'Ecole nationale d'administration, 1959-1960.

Ministère de l'Education nationale : correspondance, 1960.

Ministère des Affaires algériennes : correspondance, dossier relatif à la conférence générale de

l'UNESCO de novembre 1962, 1960-1962.

BB/30/1972

Ministère chargé de la réforme administrative, ministère de la justice et pièces éparses

1896-1968

Ministère chargé de la réforme administrative : correspondance, 1962-1967.

Ministère de la justice : demandes d'interventions et réponses, correspondance, discours, 1967-1968.

Pièces éparses : dossier concernant des décorations, dons et cadeaux, cotisations, déplacements ; dossier relatif à la ville de Saint-Louis ; ouvrages (édition originale de l'ouvrage *Que sais-je ? Examen de conscience* de Sully Prudhomme, dédié à Ludovic Halévy, 1896 ; catalogue d'exposition *L'ordre des oiseaux*, Saint-John Perse et Georges Braque, 1962), 1896-1968